Lors de l'occupation nazi de la Belgique, tous les partis bourgeois, les partis catholique, libéral et socialiste, ont accepté de collaborer avec les fascistes allemands. C'est la raison pour laquelle aucun de ces partis n'a mené, après la guerre, une lutte conséquente contre la résurgence du fascisme.

Collaboration économique sous le régime nazi 1940-1944

L'occupation fasciste et les patrons belges

On compare, à juste titre, le résultat du scrutin du 24 novembre à celui de 1936, lorsque les organisations fascistes Rex et VNV ont remporté une victoire électorale éclatante. Les élections qui ont suivi en 1939 ont arrêté le progrès électoral des fascistes. Mais quelques mois plus tard, les prédécesseurs du Vlaams Blok ont pris le pouvoir grâce à l'occupation du pays par leurs amis, les nazis allemands. Pour les travailleurs, la terreur fasciste, qui a duré quatre ans, a été un désastre. Pour la classe des capitalistes belges, le fascisme lui a permis de renforcer son pouvoir et d'intensifier l'exploitation des

Avant l'occupation, les pa-

ouvriers.

trons belges observent avec jalousie, les «avantages» que le régime nazi offre à leurs collègues allemands: les ventes augmentent, le bénéfice commercial augmente de 3% en 1932-33 à 6,44 % en 1938-39, la part des investissements industriels dans le produit national allemand accroît de 19% en 1928 à 32,2% en 1932. La part des salaires dans le produit national brut diminue de 56,6% en 1929 à 51,8% en 1939. Lorsque les capitalistes belges se rendent compte qu'une agression allemande est inévitable, ils ne se soucient nullement de contrecarrer les projets du conquérant nazi. Ce qu'ils veulent, c'est protéger leurs biens et assurer leurs bénéfices et profiter de l'occupation nazie pour réformer l'économie sur le modèle corporatiste allemand. Léopold III, Alexandre Galopin, président de la Société Générale, le baron Paul de Launait, président de la Brufina, Max-Léo Gérard, président de la Banque de Bruxelles et Fernand Collin, président de la Kredietbank décident de collaborer totalement, avant même que les nazis n'envahissent le pays. Ces groupes financiers comptent parmi leurs administrateurs des chefs éminents du Parti Catholique et du Parti Libé-







Les trois figures de proue du comité Galopin qui dirigea notre économie en collaboration avec l'occupant nazi. De gauche à droite, Alexandre Galopin, gouverneur de la Société Générale, Max-Léo Gérard (Banque de Bruxelles) et Albert-Edouard Janssen (Société Belge de Banque).

ral.(1) Le comité Galopin dirige, en concertation avec les nazis, la «politique de production»: l'industrie belge poursuivra sa production comme fournisseur de la machine de guerre fasciste. Fin 1941, le comité Galopin estime que la Belgique produit annuellement l'équivalent de 21 milliards de francs. 13 milliards profitent directement au Reich; en 1942, ce seront 15,5 milliards et 16 milliards en 1943.

Qui paie ces fournitures?

Les banquiers offrent aux Allemands un système de financement gratuit et grâce au fascisme, les patrons parviennent à réprimer d'une manière sans précédent les salaires et le niveau de vie. Ils veulent que leurs produits soient plus «concurrentiels» que ceux des Allemands. Par le biais de la Banque d'émission, les banquiers transfèrent 64 milliards de francs vers les nazis. Cet argent servira non seulement à financer les exportations, mais également à la propagande nazie et les fascistes belges de Rex et du VNV. Cette somme est en principe récupérable sur la Caisse allemande des comptes. Mais après la guerre, celle-ci ne représente évidemment plus aucune valeur, et ce sera l'Etat belge, donc la population qui en assumera la char-

Selon un rapport du patronat belge, datant d'août 1940, «la disparition des syndicats et l'élimination des comités paritaires ouvrent la voie vers un rapprochement entre les propriétaires et les travailleurs, basé sur des relations où la lutte de classe est supprimée (...) et inspiré par un sentiment national» (2). Les employeurs se sont opposés à l'unique hausse salariale accordée par les autorités fascistes. Ils se rendent parfaitement compte que cette augmentation est vitale pour les ouvriers, mais ils préfèrent accorder des

suppléments illégaux, sachantqu'ils détiendront ainsi un véritable pouvoir de vie ou de mort.

Anticommunisme

L'auteur du rapport du comité Galopin d'octobre 1941 note dès lors: «Nous devons concéder que de tous les systèmes économiques que nous avons connus pendant ces dernières années, le système allemand est, tout compte fait, le meilleur. Ce n'est pas un système improvisé, mais l'aboutissement d'une longue évolution» (3).

Pendant les dernières années de l'occupation, les capitalistes belges emploient l'argent qu'ils ont gagné grâce à la collaboration, pour financer la lutte contre la gauche et contre les communistes. Après la libération, aucun de ces collaborateurs économiques ne sera poursuivi en justice, sauf quelques exceptions. Les banquiers et les industriels belges pourront diriger, sans être inquiétés le moins de monde, la reconstruction et impulser la «guerre froide» contre l'Union soviétique et les autres pays socialistes.

P.W.

(1) Walter De Bock, Les plus belles années d'une génération - L'ordre nouveau en Belgique, EPO, 1983,pp. 111-116.

(2) J. Gillingham, «Geld Maken in Oorlogstijd, Ekonomische Collaboratie 1940-1945» (Faire de l'argent en temps de guerre, La collaboration économique), Kritak, 1979, p. 149.

(3) J. Gillingham, op.cit., p.

Le 28 juin 1940, le président du Parti socialiste, Henri De Man, saluait, au nom de son parti, la victoire des armées nazies

Le Manifeste de Henri De Man, président du Parti Ouvrier Belge

Le rôle d'un chef n'est pas de suivre ses troupes, mais de les précéder en leur montrant le chemin. Voici celui que je vous demande de suivre: Soyez au premier rang de ceux qui luttent contre la misère et la démoralisation

misère et la démoralisation, pour la reprise du travail et le retour à la vie normale. Mais ne croyez pas qu'il faille résister à l'occupant; ac-

Mais ne croyez pas qu'il faille résister à l'occupant; acceptez le fait de sa victoire et essayez plutôt d'en tirer les leçons pour en faire le point de départ d'un nouveau progrès social.

La guerre a amené la débâcle du régime parlementaire et de la ploutocratie capitaliste dans les soi-disant démocraties.

Pour les classes laborieuses et pour le socialisme, cet effondrement d'un monde décrépit, loin d'être un désastre, est une délivrance.

Malgré tout ce que nous avons subi de défaites, de souffrances et de désillusions, la voie est libre pour les deux causes qui résument les aspirations du peuple: la paix européenne et la justice sociale.

La paix n'a pas pu sortir de la libre entente des nations souveraines et des impérialismes rivaux; elle pourra sortir d'une Europe unifiée par les armes, ou les frontières économiques auront été nivelées.

La justice sociale n'a pas pu sortir d'un régime se disant démocratique mais ou, en réalité, régnaient les puissances d'argent et les politiciens professionnels. Elle pourra sortir d'un régime ou l'autorité de l'Etat est assez forte pour saper les privilèges des classes possédantes et remplacer le chômage par l'obligation pour tous de travailler.

Tout le monde a pu constater que le moral supérieur de l'armée allemande est dû pour une large part à l'unité sociale plus grande de la nation et au prestige qui en découle pour ses autorités. En liant leur sort à la victoire des armes, les gouvernements démocratiques ont accepté à l'avance le verdict de la guerre. Ce verdict est clair. Il appelle une époque où une élite, préférant la vie dangereuse et rapide à la vie facile et lente, et cherchant la responsabilité au lieu de la fuir, bâtira un monde nouveau. L'ordre socialiste s'y réalisera, non point comme lachose d'une classe ou d'un parti, mais comme le bien de tous, sous le signe d'une solidarité nationale qui sera

bientôt continentale, sinon mondiale.

Source: Henri De Man, Après coup (mémoires), Editions de la Toison d'Or, 1951, p 319.